

## Rwanda : les domaines clés où le développement économique n'a pas réussi

Le Vif, 24/01/22 OPINION (Carte blanche) Victoire Ingabire Umuhoza PrÃ©sidente du Parti DALFA-UMURINZI "La rÃ©forme de la gouvernance par le dialogue est l'aspect le plus vital capable de provoquer le changement dans les domaines clÃ©s au Rwanda", estime Victoire Ingabire Umuhoza, opposante au gouvernement rwandais.

En 2000, le Rwanda s'est lancÃ© dans un programme de dÃ©veloppement visant Ã transformer le pays d'un Ãtat Ã revenu faible Ã l'Etat Ã revenu intermÃdiaire, tirÃ© par l'Ãconomie de la connaissance. Ce programme devait Ãtre atteint sur une pÃriode de 20 ans. Au cours des deux dÃcennies qui ont suivi, le Rwanda a fait des progrÃs notables et a reÃu des applaudissements dans le monde entier. L'Ãconomie du Rwanda a connu une croissance significative, devenant la dixiÃme Ãconomie Ã la croissance la plus rapide au monde de 2001 Ã 2010[1]. Le revenu par habitant et l'indice de dÃveloppement humain (IDH) du pays ont augmentÃ tandis que les niveaux de pauvretÃ ont remarquablement diminuÃ. Cependant, ces rÃalisations ont ÃtÃ remises en cause par des inÃgalitÃs ÃlevÃes persistantes et des Ãtudes indÃpendantes ont Ãgalement remis en question les statistiques de la pauvretÃ au Rwanda[2]. De plus, la forte croissance Ãconomique du Rwanda enregistrÃe au cours de cette pÃriode n'a pas ÃtÃ tirÃe par des secteurs privÃs commerciaux dynamiques, mais par l'aide ÃtrangÃre[3]. Lorsque les pays donateurs ont dÃcidÃ de suspendre leur aide financiÃre au Rwanda en 2012 en raison de son implication prÃsumÃe dans le conflit Ã l'est de la RÃpublique dÃmocratique du Congo, les taux de croissance ont ralenti. Depuis le dÃbut des annÃes 2010, le gouvernement rwandais a commencÃ Ã accumuler rapidement des dettes pour investir dans le lancement d'une compagnie aÃrienne nationale ainsi que des projets d'infrastructure Ã grande Ãchelle dans le but de tirer des revenus des activitÃs relatives aux rÃunions, confÃrences et expositions internationales (MICE). Cependant, ces projets n'ont pas gÃnÃrÃ le rendement escomptÃ avant la pandÃmie de COVID-19[4], ce qui a encore contribuÃ au ralentissement de la croissance. Aujourd'hui, le Rwanda n'a pas encore atteint le statut de pays Ã revenu intermÃdiaire comme promis par son gouvernement il y a plus de 20 ans. La rÃalisation de cet engagement est dÃsormais reportÃe Ã 2035. La dette du pays a atteint 71% du PIB[5], dont la majeure partie a ÃtÃ investie dans de grands projets qui ne rÃpondaient pas aux besoins immÃdiats de la population et qui ont ÃtÃ les plus touchÃs par la pandÃmie. Le Fonds MonÃtaire International a rÃcemment averti qu'une grande partie de la population n'Ãtant toujours pas vaccinÃe, les risques liÃs Ã l'Ãvolution de la pandÃmie de COVID-19 restent importants au Rwanda en ajoutant qu'une accÃlÃration des rÃformes structures et Ãconomiques est nÃcessaire pour attÃnuer les cicatrices de la pandÃmie et assurer une croissance plus inclusive et durable Ã moyen terme[6]. MalgrÃ les Ãcologes du monde entier, les progrÃs du Rwanda ont ÃtÃ insuffisants dans le dÃveloppement de secteurs et de domaines clÃs dont sa population a besoin pour rÃaliser une vÃritable transformation sociale et Ãconomique. L'un de ces secteurs est le dÃveloppement du capital humain. Selon l'indice du capital humain 2020[7] de la Banque mondiale, un enfant nÃ au Rwanda aujourd'hui a moins de chance (38%) d'Ãtre aussi productif qu'un enfant qui a bÃnÃficiÃ d'une Ãducation et de soins de santÃ de haute qualitÃ. Ce nombre est infÃrieur Ã la moyenne de la rÃgion de l'Afrique subsaharienne et proche de la moyenne du groupe des pays Ã faible revenu. Le faible niveau de capital humain dans le pays est dÃ au manque d'Ãducation et aux taux ÃlevÃs de malnutrition au Rwanda. Cela reste l'une des principales raisons pour lesquelles le Rwanda n'a pas ÃtÃ en mesure d'attirer des investissements privÃs au cours des derniÃres dÃcennies Ã ce jour. Pourtant, le Rwanda a besoin de ces investissements pour financer ses objectifs de dÃveloppement Ã l'avenir. Continuer Ã emprunter, recevoir des subventions ÃtrangÃres ou d'augmenter les impÃts pour lever les finances publiques pour le dÃveloppement serait improbable[8]. Le dÃveloppement du capital social fondÃ sur une confiance sociÃtale illimitÃe reste aussi Ã concrÃtiser. Il existe Ã la fois des facteurs historiques de gouvernance qui affectent la confiance entre les citoyens eux-mÃmes, ainsi qu'entre eux et les reprÃsentants de l'Ãtat au Rwanda. En particulier, les parties sombres de l'histoire du Rwanda ont ÃtÃ Ãcrites pour s'adapter Ã l'agenda politique des rÃgimes au pouvoir, ce qui suscite des inquiÃtudes persistantes quant Ã savoir si la justice pour toutes les atrocitÃs commises au cours de cette pÃriode a vraiment ÃtÃ rendue. Ces problÃmes crÃent aujourd'hui division et mÃfiance parmi les Rwandais. En outre, les violations continues des droits de l'homme et les dÃficits de bonheur[9] de la population au Rwanda intensifient la mÃfiance des citoyens envers les institutions de l'Ãtat. Sans mettre en oeuvre des politiques radicales pour restaurer la confiance absolue de la sociÃtÃ afin de renforcer son capital social, le Rwanda n'assurera pas la stabilitÃ Ã long terme pour parvenir Ã un dÃveloppement durable. Le bon voisinage est un autre domaine dans lequel le succÃs du dÃveloppement rwandais, acclamÃ dans le monde entier, a ÃchouÃ. Les allÃgations d'implication du Rwanda dans le conflit et l'exploitation illicite des ressources naturelles de l'Est de la RÃpublique dÃmocratique du Congo[10],[11],[12],[13] restent un dÃfi. MalgrÃ le rapprochement entre les dirigeants des deux pays, le scepticisme persiste parmi les citoyens ordinaires et les Ãlites politiques des deux pays. Les tensions politiques entre le Rwanda et le Burundi, ainsi qu'entre le Rwanda et l'Ouganda, qui ont conduit Ã la fermeture des frontiÃres, ne sont toujours pas rÃsolues Ã ce jour. Plus le manque de bon voisinage perdure, plus les relations entre le Rwanda et ses Ãtats voisins se dÃgradent, ce qui pourrait intensifier les problÃmes de sÃcuritÃ dans la rÃgion des Grands Lacs. La fermeture des frontiÃres a dÃj perturbÃ les activitÃs Ãconomiques, en particulier le commerce et a augmentÃ des prix des denrÃs alimentaires au Rwanda. Une Ãtude sur les futurs moteurs de la croissance au Rwanda[14] reconnaÃt que ses perspectives de croissance doivent Ãtre alimentÃes par le commerce et l'intÃgration rÃgionale qui peuvent Ãtre atteints grÃce Ã sa participation Ã la chaÃne de valeur d'approvisionnement des ressources naturelles de la rÃgion sur le marchÃ mondial. Je suis convaincue que, sans que le Rwanda ne dÃveloppe un bon voisinage, l'intÃgration rÃgionale pour le dÃveloppement Ãconomique restera un mythe. Enfin, une gouvernance qui prend particuliÃrement en compte la voix des citoyens pour faire respecter la responsabilitÃ du gouvernement d'une maniÃre dÃmocratique a fait dÃfaut au Rwanda. Le score du Rwanda en veillant Ã ce que la voix de la population soit entendue et la responsabilitÃ du gouvernement sur les Indicateurs de gouvernance mondiale (WGI) est restÃ faible au cours des deux derniÃres dÃcennies[15]. Cela corrobore le point de vue selon lequel la mise en oeuvre de politiques sans la participation des

citoyens et d'une manière qui manque de responsabilité et de sensibilité de l'État envers la population, ainsi que d'étouffer toutes les voix qui remettent en cause les politiques de développement au Rwanda, étaient les principales raisons pour lesquelles le gouvernement n'a pas réussi à réaliser ses promesses faites en 2000 de transformer le Rwanda en un État à revenu intermédiaire d'ici 2020. Étant donné qu'aucun pays sans ressources n'est passé à un moderne, compétitif et à revenu élevé sans institutions de gouvernance hautement compétentes et responsables [16], le Rwanda doit améliorer sa gouvernance. Ce processus nécessite une attention particulière, d'autant plus que la forme de la gouvernance est l'aspect le plus vital capable de provoquer le changement dans le reste des secteurs susmentionnés sur lesquels le développement du Rwanda a échoué. De telles formes peuvent être réalisées grâce à un dialogue inter-rwandais entre le gouvernement, les partis politiques d'opposition et les organisations de la société civile de l'intérieur et extérieur du pays [17]. Pourquoi dialoguer ? L'histoire du Rwanda depuis son indépendance, a été caractérisée par des régimes successifs qui sont restés au pouvoir par tous les moyens possibles, refusant de mettre en œuvre des formes de bonne gouvernance. Les répercussions ont été des massacres et des violations des droits de l'homme, culminant avec le génocide des Tutsis de 1994. Pour éviter que l'histoire ne se répète, un dialogue inter-rwandais pour la forme de la gouvernance au Rwanda est aujourd'hui une nécessité. Le résultat d'un tel dialogue créerait un environnement qui facilite la stabilité et le développement économique durable au Rwanda. Sources citées [1] <https://www.economist.com/graphic-detail/2011/01/06/africas-impressive-growth> [2] <https://www.ft.com/content/683047ac-b857-11e9-96bd-8e884d3ea203> [3] <https://www.worldbank.org/en/country/rwanda/publication/rwanda-economic-update-financing-development-role-deeper-diversified-financial-sector> [4] <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29036/122107-WP-PUBLIC-Rwanda-Economic-Update-FINAL.pdf?sequence=1&isAllowed=y> [5] <https://www.minecofin.gov.rw/publications/data> [6] <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/01/11/pr2205-pr2205-imf-executive-board-completes-2021-article-iv-consultation-fifth-review-for-rwanda> [7] [https://databank.worldbank.org/data/download/hci/HCI\\_2pager\\_RWA.pdf?cid=GGH\\_e\\_hcpexternal\\_en\\_ext](https://databank.worldbank.org/data/download/hci/HCI_2pager_RWA.pdf?cid=GGH_e_hcpexternal_en_ext) [8] <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35970/Rwanda-Economic-Update-The-Role-of-the-Private-Sector-in-Closing-the-Infrastructure-Gap.pdf?sequence=5&isAllowed=y> [9] <https://happiness-report.s3.amazonaws.com/2020/WHR20.pdf> [10] <https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/DRC%20S%202002%201146.pdf> [11] [https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s\\_2012\\_843.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2012_843.pdf) [12] <https://www.undocs.org/S/2020/1283> [13] <https://www.undocs.org/en/S/2021/560> [14] <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30732#:~:text=The%20report%20identifies%20four%20essential,agricultural%20modernization%2C%20and%20capable%20and> [15] <https://info.worldbank.org/governance/wgi/> [16] <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30732> [17] <https://www.levif.be/actualite/international/pour-un-nouveau-dialogue-inter-rwandais-carte-blanche/article-opinion-1481135.html>

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});